

Les synthèses de l'Auran

La dynamique nantaise se maintient
début 2023, dans un contexte toujours
incertain

BAROMÈTRE DE CONJONCTURE EMPLOI DE LA MÉTROPOLE NANTAISE



Au premier semestre 2023, les projets et les difficultés de recrutement sont à un très haut niveau dans la zone d'emploi de Nantes et plus largement en Loire-Atlantique, plus exacerbés localement qu'à l'échelle nationale. Ces difficultés concernent principalement les secteurs de production concrète (BTP, industrie), et certains métiers des services, de l'ingénierie et du tourisme. Le niveau du chômage se réduit depuis plusieurs trimestres, et avec lui la réserve de main d'œuvre pour accompagner la croissance de l'activité sur le territoire.

Sur la métropole nantaise, les demandeurs d'emploi suivis dans le service public de l'emploi sont en nette diminution depuis plusieurs trimestres, y compris les publics fragiles seniors et demandeurs de longue durée. Ceux qui n'ont pas encore réussi à s'insérer ou qui débutent seulement leur accompagnement présentent davantage de freins à l'emploi, ce qui demande des efforts plus soutenus pour les accompagner dans leur parcours d'insertion.

Enfin, le contexte d'inflation perdure. Le choc énergétique s'est progressivement mué en surchauffe sur les prix des produits de consommation courante, dont l'alimentation, ce qui fragilise un peu plus les ménages à bas revenus. Une situation qui force la Banque Centrale Européenne à relever drastiquement ses taux, agitant les marchés immobiliers. Cette politique monétaire restrictive annonce un ralentissement de l'activité, alors même que s'engagent des chantiers structurants pour la décarbonation de l'économie et l'accompagnement des transitions dans la métropole nantaise.

Chiffres clés

-7,8%
demandeurs d'emplois
en fin de mois (DEFM) de
catégorie A inscrits à Pôle Emploi
dans la métropole nantaise au
2^{ème} trimestre 2023

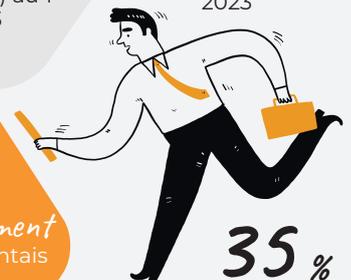


-17%

de demandeurs d'emploi
de longue durée au
2^{ème} trimestre 2023

5,3%
de taux de chômage
dans la zone d'emploi de
Nantes (France 7,1 %) au 1^{er}
trimestre 2023

+14%
d'inflation
sur l'alimentation
sur un an en mai
2023



+2,9%
d'emplois salariés
privés
dans la métropole nantaise
au 1^{er} trimestre 2023
(France +1,7 %)



-32%
de projets de
recrutement

dans la construction dans le
bassin d'emploi de Nantes

69%
des projets de recrutement
sur le bassin d'emploi nantais
sont jugés difficiles
(61 % au national)



35%
des habitants des quartiers
politiques de la ville à Nantes
Métropole vivent sous le
seuil de pauvreté, et sont
vulnérables à l'inflation

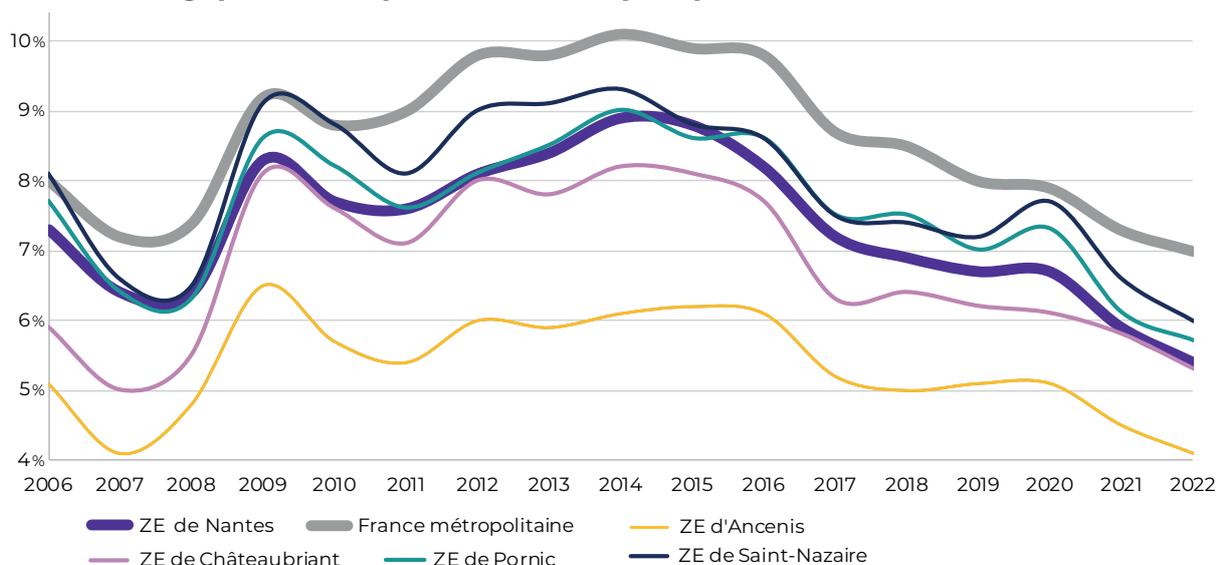
Des pénuries de main d'œuvre au plus haut niveau au 1^{er} semestre 2023

« Les principaux indicateurs du marché du travail sont à leur plus haut niveau depuis le début du siècle, indique la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail Eurofound¹. Pour la première fois depuis une génération, les pénuries de main-d'œuvre plutôt que le chômage – c'est-à-dire l'offre de travail plutôt que la demande – sont la préoccupation politique la plus urgente. »

Un faible taux de chômage dans tout le bassin nantais, en diminution depuis 2011

Avec un taux de chômage²(au sens du bureau international du travail) de 5,3 % au 1^{er} trimestre 2023, la zone d'emploi de Nantes et son département bénéficient d'une position nettement plus avantageuse qu'à l'échelle nationale (7,1 %), et qui s'est même accentuée à compter de 2011. En effet, la reprise de l'emploi localement a été plus nette qu'ailleurs en France après la crise financière de 2008 et plus rapide que celle de sa population active, creusant l'écart en matière de chômage avec la moyenne nationale. C'est également le cas dans le reste de la Loire-Atlantique, pour les zones d'emploi de Saint-Nazaire et de Pornic. En revanche, celles d'Ancenis et de Châteaubriant présentent un taux de chômage sensiblement plus bas que le national il y a 15 ans. Il en est resté proche pour Ancenis mais s'est dégradé pour Châteaubriant.

Taux de chômage par zone d'emploi en Loire-Atlantique depuis 2006



Source : Insee, zone d'emploi 2020 – traitement Auran

Taux de chômage par zone d'emploi en Loire-Atlantique

	T4 2022	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle	Évolution sur 5 ans	Écart à la moyenne nationale 2007	Écart à la moyenne nationale 2022	Écart à la moyenne nationale 2007 2022
ZE de Nantes	5,4 %	-0,3	-0,5	-1,8	-0,7	-1,6	-0,9
ZE de Saint-Nazaire	6 %	-0,3	-0,6	-1,5	0,1	-1,0	-1,1
ZE de Pornic	6 %	-0,2	-0,4	-1,8	-0,3	-1,3	-1,0
ZE d'Ancenis	4,1 %	-0,3	-0,4	-1,1	-2,9	-2,9	0,0
ZE de Châteaubriant	5,3 %	-0,2	-0,5	-1,0	-2,1	-1,7	0,4
Loire-Atlantique	5,5 %	-0,2	-0,5	-1,7	-0,6	-1,5	-0,9
Pays de la Loire	5,8 %	-0,2	-0,3	-1,6	0,1	-1,0	-1,1
France métropolitaine	7 %	-0,1	-0,3	-1,7			

Source : Insee, zone d'emploi 2020 – traitement Auran

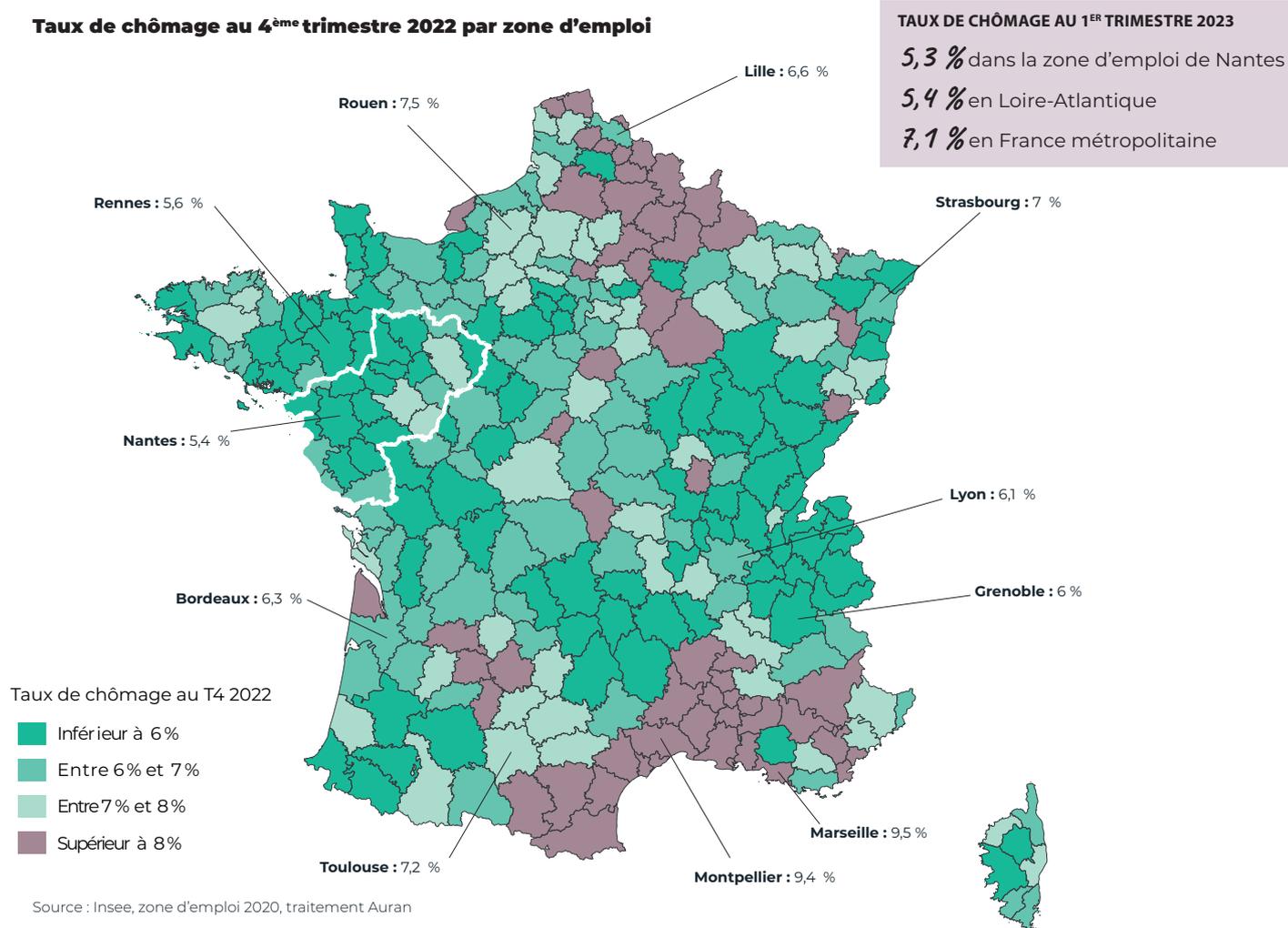
Les évolutions et les écarts sont en points de pourcentage

1 Eurofound (2022), Recovery from COVID-19: The changing structure of employment in the EU, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

2 Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un taux de chômage national au beau fixe, qui masque des situations territoriales hétérogènes

En France, le chômage s'élève à 7,2 % de la population active au 2^{ème} trimestre 2023 soit son niveau le plus bas depuis trente ans, en excluant le choc du confinement. Mais derrière cet indicateur se cache une France des contrastes, avec un écart allant jusqu'à 10 points entre les zones d'emplois. En haut de classement, les Herbiers-Montaigu en Vendée (3,3 %) et Vitré en Ile et Vilaine (3,7 %), où le chômage est réduit à sa composante frictionnelle. À l'inverse, dans le sud et le nord-est de la France, Agde-Pézenas (13,7 %), Perpignan et Maubeuge (11,9 %) affichent les taux les plus élevés de France métropolitaine. 60 % des zones d'emploi connaissent un niveau de chômage supérieur à la moyenne nationale, et se concentrent principalement dans le nord de la France et sur le pourtour méditerranéen. Et cette photographie persiste dans le temps, présentant une inertie³ des territoires en matière de chômage qui s'est renforcée ces dernières décennies.

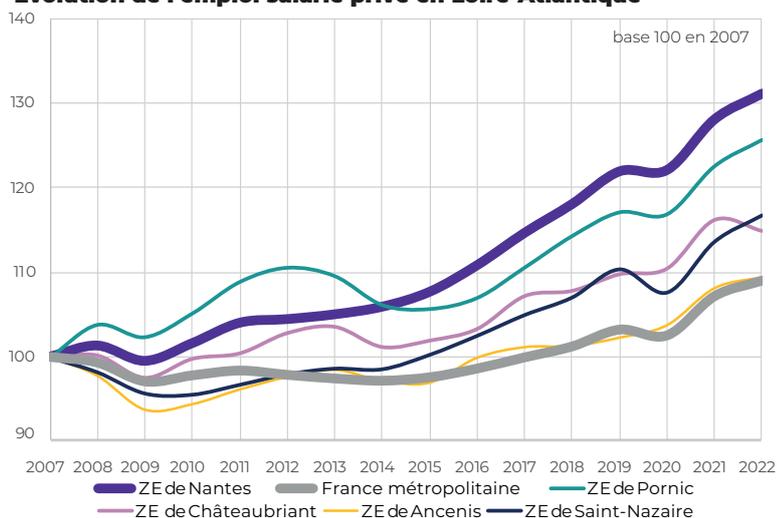


Par ailleurs, cet indicateur du taux de chômage au sens du BIT est restrictif et ne prend pas en compte une diversité de situations apparentées au chômage, telles que les personnes souhaitant travailler mais non disponibles immédiatement (en formation, sans solution de garde...) ou les personnes découragées n'effectuant plus de démarches. L'Insee estime à 4,4 % de la population active en France ces personnes dans le « halo autour du chômage », un nombre en hausse depuis les années 2010. Enfin, le taux de chômage est calculé à l'échelle des zones d'emploi, soit un périmètre statistique construit à partir des navettes entre domiciles et lieux de travail des actifs sur la zone, ce qui correspond au marché local de travail. Il ne permet toutefois pas d'apprécier les situations à une échelle infra, à la commune et au niveau des quartiers de vie notamment.

Des dynamiques d'emploi très soutenues dans la zone d'emploi de Nantes

Côté emploi, la zone d'emploi de Nantes est de loin le principal pôle ligérien, tant par sa taille que par ses dynamiques. Elle représente 74 % des emplois salariés privés du département et capte 80 % de son accroissement depuis 2016. Aucun secteur ne perd d'effectifs entre 2007 et 2022 dans la zone d'emploi de Nantes. Les services aux entreprises (ingénierie, informatique) en sont le principal moteur, et les emplois dans la construction et le tourisme progressent également plus rapidement que dans le reste de la Loire-Atlantique. La zone d'emploi de Nantes se distingue également par une dynamique continue et partagée au sein des territoires avoisinants. En effet, l'ensemble des zones d'emploi de la Loire-Atlantique connaissent des évolutions plus fortes (ou égale pour Ancenis) qu'à l'échelle nationale. La

Évolution de l'emploi salarié privé en Loire-Atlantique



zone d'emploi de Pornic présente la hausse la plus importante après celle de Nantes, mais sur des emplois à plus forte orientation présentielle (commerce de détail, tourisme, construction, services de santé et social). A contrario, Saint-Nazaire se distingue nettement sur l'industrie et le transport logistique, en évolution positive à rebours de la tendance nationale.

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023 PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

- + 2,6 % dans la zone d'emploi de Nantes
- + 2,5 % en Loire-Atlantique
- + 1,9 % en France métropolitaine

Une pénurie de main d'œuvre qui s'est fortement aggravée en 7 ans

45 850 projets de recrutement ont été dénombrés en dans le bassin de Nantes⁴ fin 2022 par Pôle emploi dans son enquête « Besoin en main d'œuvre » pour l'année 2023. C'est presque deux fois plus qu'il y a 6 ans. Le bassin de Nantes concentre 60 % des projets de la Loire-Atlantique en 2023, et connaît cette année une hausse plus forte du nombre de projets qu'ailleurs dans le département. Les prévisions de recrutements non saisonniers portent largement cette croissance, dans la tendance depuis 2017, alors que les projets saisonniers sont en diminution (mais moins fortement dans le bassin de Nantes que dans le reste du département) depuis la crise sanitaire, notamment dans le commerce et la santé.

DANS LE BASSIN D'EMPLOI DE NANTES

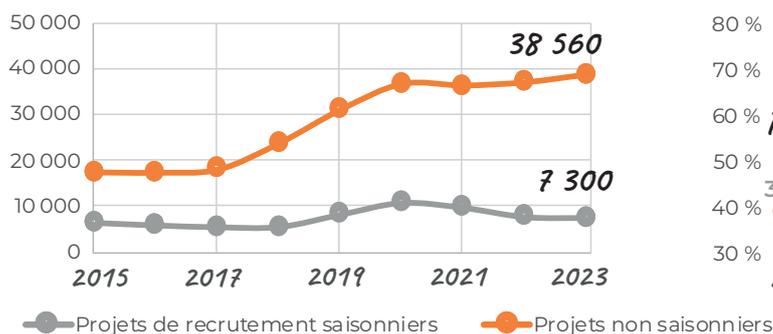
- + 3,3 % de projets de recrutement
- + 4,6 % de projets non saisonniers
- 2,8 % de projets saisonniers

EN LOIRE-ATLANTIQUE, EN 2023, par rapport à 2022

- + 0,2 % de projets de recrutement
- + 2,6 % de projets non saisonniers
- 7 % de projets saisonniers

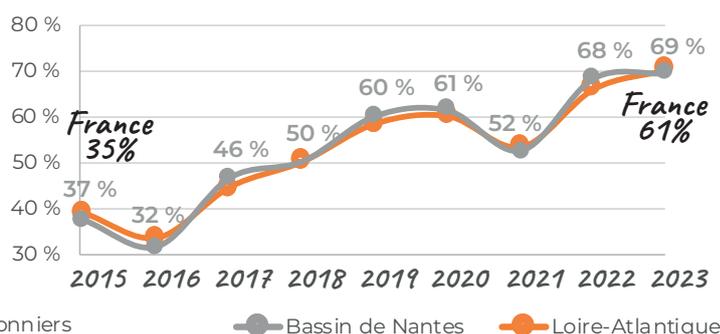
Source : Pôle emploi - Besoins en main-d'œuvre 2023 - traitement Auran

Nombre de projets de recrutement saisonniers et non saisonniers du bassin d'emploi de Nantes



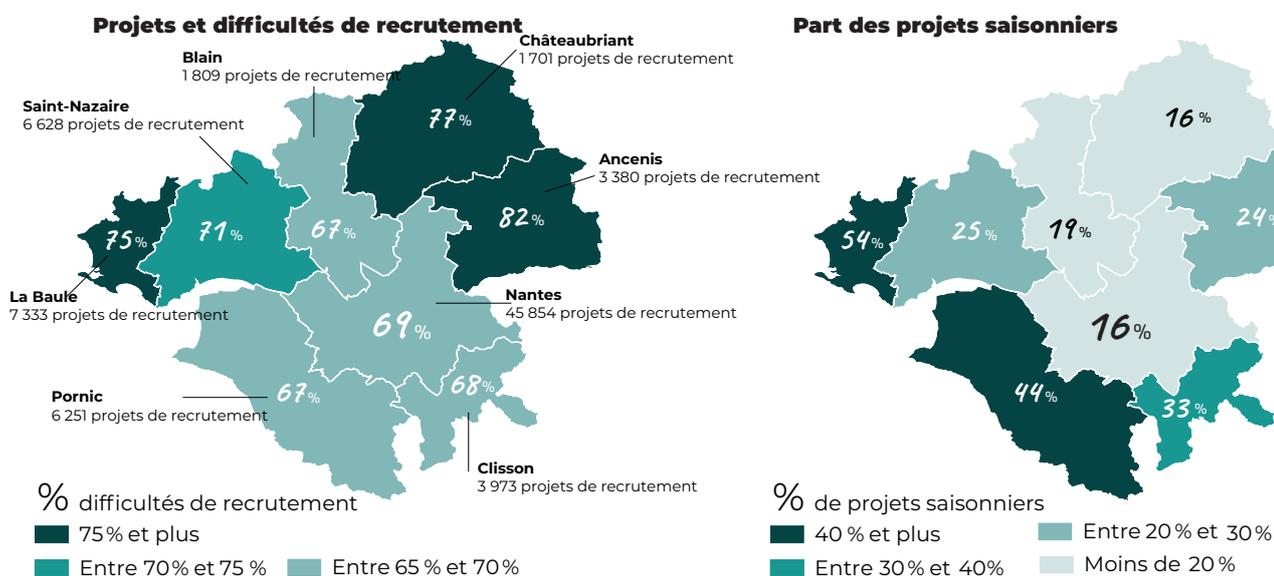
Source : Pôle emploi - Besoins en main-d'œuvre 2023 - traitement Auran

Part des projets jugés difficiles dans le bassin d'emploi de Nantes



⁴ Selon le zonage de Pôle emploi, sur un zonage plus restreint que celui de la zone d'emploi de Nantes

69 % des projets de recrutement dans le bassin de Nantes sont considérés comme difficiles par les entreprises répondantes à l'enquête. Une proportion similaire à la Loire-Atlantique (70 %), même si le bassin de Nantes présente des difficultés un peu moins marquées sur les recrutements non saisonniers (-3 points par rapport à la moyenne ligérienne). Dans une tendance générale, les difficultés de recrutement ressenties par les entreprises sont à un niveau le plus élevé jamais observé depuis que l'enquête BMO existe (2002). Elles sont très exacerbées localement avec un écart de près de 10 points avec la moyenne nationale, alors que le territoire s'en distinguait peu dix ans auparavant.



En Loire-Atlantique sur tous les bassins d'emploi, les entreprises projettent des difficultés à recruter plus fortes qu'à l'échelle nationale, principalement sur les recrutements non saisonniers. Les tensions sont particulièrement plus élevées sur les bassins d'emploi d'Ancenis, Châteaubriant, et La Baule. Ancenis et La Baule présentent également de plus fortes tensions sur les saisonniers (en viticulture, agriculture et industries agroalimentaires à Ancenis et hôtellerie, restauration, pêche à La Baule) que dans le reste de la Loire-Atlantique.

Une étude de France Stratégie⁵ évoque les principaux déterminants des difficultés de recrutement. L'effet métiers en tension, fortement répandu dans l'industrie, le BTP, l'agriculture et les services aux personnes, est le plus fort déterminant (mesurable). Or ces métiers sont surreprésentés dans ces petits territoires, du fait de la structure de leur tissu économique. L'étude indique également que les difficultés diminuent avec l'augmentation de la taille de l'entreprise (les plus grandes entreprises sont plus attractives et disposent de processus mieux rodés pour les recrutements) ainsi que celle du bassin d'emploi (diversité des emplois, attractivité) et du niveau de chômage (réserve de main d'œuvre). Nantes est donc plus avantagée par rapport au reste des zones d'emploi en Pays de la Loire.

Selon une étude nationale de Pôle emploi⁶, 83 % de ses offres sont pourvues à terme, en moins de trois mois et demi. Les délais s'allongent dès lors que le poste est en CDI, demande des qualifications et propose un statut cadre. Les secteurs aux délais les plus élevés sont la construction et l'industrie, qui concentrent le plus de tensions, sur tous les métiers. Mais les ouvriers qualifiés de ces deux secteurs sont les plus longs à recruter, devant les cadres. L'insuffisance de candidats est largement pointée, qu'on peut associer aux faiblesses souvent citées par les acteurs de la formation : trop peu de personnes formées car ces professions souffrent d'un déficit d'image et d'une faible féminisation des métiers. Les conditions de travail peu attractives (pénibilité, rémunération, horaires décalés), les difficultés d'accès au lieu de travail et des procédures internes inadaptées sont également citées par les recruteurs. France Stratégie a également démontré que les difficultés s'accroissent avec le niveau de salaire et de diplôme requis, sauf dans la construction où elles sont plus élevées pour tous les métiers, et où cette corrélation entre le salaire et les difficultés est moins marquée qu'ailleurs.

⁵ France Stratégie « Comment expliquer les difficultés de recrutement anticipées par les entreprises ? Juin 2022 »

⁶ Pôle emploi - Offres pourvues et abandons de recrutement en 2022

Tensions élevées et persistantes sur les recrutements dans la construction et l'industrie et un léger desserrement sur l'ingénierie informatique dans le bassin de Nantes

Toutes les familles de métiers sont plus tendues localement qu'au national. La construction, le bâtiment et l'industrie sont les secteurs confrontés aux plus grandes difficultés de recrutement, au local comme au national et sur tous les profils. 3 métiers sur 5 dans ces secteurs font face à des difficultés de recrutement nettement plus élevées dans le bassin de Nantes qu'au national. Le nombre de projets de recrutement anticipés pour 2023 dans la construction chute considérablement en Loire-Atlantique (-27 %), soit 2 130 projets de moins qu'en 2022, alors qu'au national la baisse est limitée à -2 %. Les bassins de Nantes, ainsi que Pornic et Clisson sont les plus impactés (-32 % chacun). Si une partie de leurs besoins a pu être pourvue pour les chantiers en cours et des prochains mois, les entreprises de la construction et des travaux publics ont, dès la fin de l'année 2022, anticipé le ralentissement du marché de l'immobilier en partie lié au contexte de hausse des taux. Le commerce connaît également un recul des projets de recrutements plus net sur le bassin de Nantes. En revanche, les projets dans l'industrie sont en hausse, plus fortement qu'en France. Les entreprises agricoles locales prévoient également une forte hausse de recrutement à rebours de la tendance nationale.

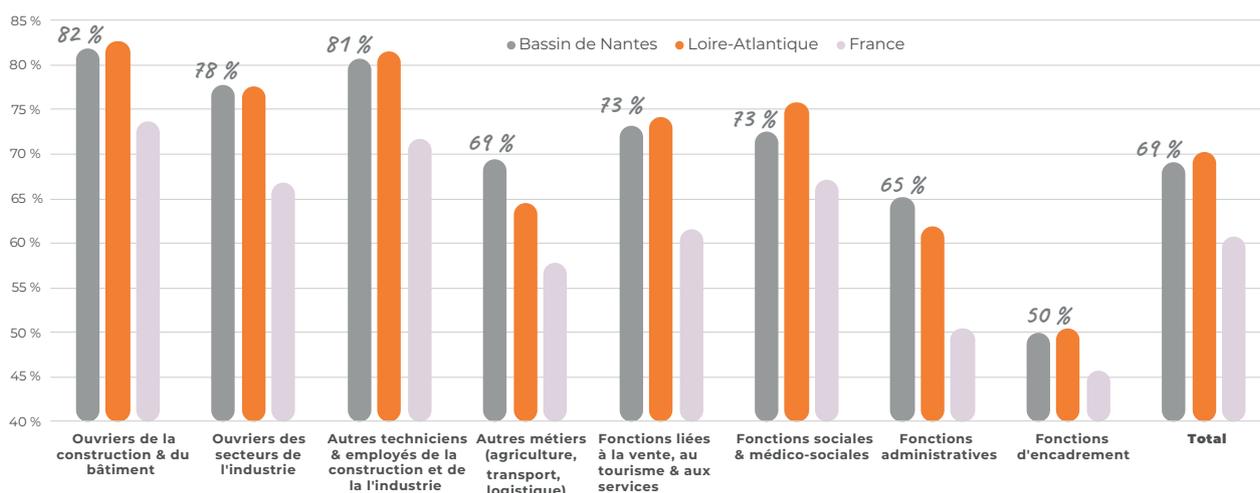
Enfin, dans le bassin de Nantes les projets de recrutement dans les services sont de loin les plus nombreux. Les métiers de l'entretien, aide à domicile, aide-soignants, aide en cuisine, et en animation socio-culturelle sont les plus recruteurs (dans le top 10 en nombre de projets) sur le bassin de Nantes comme en tendance nationale, mais sur des contrats aussi plus courts, à durée déterminée et/ou en temps partiels. Toutefois, ils sont considérés par les entreprises locales comme plus difficiles à pourvoir qu'à l'échelle nationale. En revanche, les intentions d'embauches dans les services aux entreprises se sont affaiblies cette année dans le bassin de Nantes. C'est notamment le cas pour les métiers d'ingénieurs, cadres d'étude, R&D et chefs de projets informatiques, très spécifiques au bassin de Nantes et fortement pourvoyeurs d'emplois. Le nombre de projets a chuté cette année, même s'il reste encore élevé, et le taux de difficulté s'est amoindri localement. Il est désormais égal à la tendance nationale (7 projets sur 10 considérés comme difficiles contre 9 sur 10 il y a un an).

Nombre & évolution annuelle des projets de recrutements en 2023

Secteurs	Bassin de Nantes			Loire-Atlantique		France
	Nombre de projets	Évolution effectifs	Évolution en %	Évolution effectifs	Évolution en %	Évolution annuelle
Agriculture	2 150	+ 1 200	+ 126,3 %	+ 800	+ 18,8 %	-4,5 %
Industrie	3 260	+ 690	+ 26,8 %	+ 320	+ 4,4 %	+ 0,8 %
Construction	2 800	-1 310	-31,9 %	-2 130	-27,0 %	-1,5 %
Commerce	5 260	-520	-9,0 %	-180	-1,9 %	-3,1 %
Services aux entreprises	16 560	+ 90	+ 0,5 %	-1 090	-4,8 %	-0,3 %
Services aux particuliers	15 830	+ 1 330	+ 9,2 %	+ 2 410	+ 9,4 %	+ 1,8 %
Total	45 850	+ 1 470	+ 3,3 %	+ 130	+ 0,2 %	-0,2 %

Source : Pôle emploi - Besoins en main-d'œuvre 2023 - traitement Auran

Part des projets difficiles par famille de métiers en 2023



Source : Pôle emploi - Besoins en main-d'œuvre 2023 - traitement Auran

Un marché du travail toujours porteur sur la métropole nantaise

📌 Léger ralentissement de l'emploi salarié privé sur la métropole de Nantes

Nantes Métropole représente 63 % des emplois salariés privés du département soit 300 600 emplois salariés privés⁷ au 1^{er} trimestre 2023. L'emploi salarié privé est encore en hausse de 2,9 % ce trimestre mais amorce un ralentissement après le fort rebond post-pandémie, qui est toutefois un peu moins fort que nationalement. Les déclarations préalables à l'embauche diminuent de 12 % en fin d'année 2022, lié à une baisse des recrutements en CDD. Les embauches en CDI sont au contraire fortement dynamiques (+ 9 % sur un an), en particulier dans les secteurs des services et de l'hébergement restauration.

Les services productifs, en particulier l'informatique et l'ingénierie, sont le moteur de l'activité métropolitaine. En revanche, le commerce perd des effectifs en fin d'année 2022, concomitante à un recul net des embauches en CDD courts (-24 % sur un an). Toutefois ce recul ne touche que la zone d'emploi de Nantes en Loire-Atlantique, et ne se vérifie pas non plus au national. Mais cette tendance pourrait se poursuivre avec la persistance de l'inflation et le rattrapage des défaillances d'entreprises, en particulier dans le commerce et restauration, qui reprend après les 2 ans sous oxygène des aides Covid. Par ailleurs, l'érosion progressive des parts de marché du commerce traditionnel, face aux acteurs de la vente en ligne et dans une moindre mesure de la seconde main, amène à un recul de l'emploi qui touche plus fortement les grands centres commerciaux, nombreux sur la métropole nantaise. Plusieurs liquidations de grandes enseignes d'habillement en milieu de gamme ont d'ailleurs été prononcées ces derniers mois (Camaïeu, San Marina...) entraînant des centaines de licenciements en France, d'autres étant actuellement en procédure de redressement.

Évolution annuelle de l'emploi dans la métropole nantaise au 1^{er} trimestre 2023

Nantes Métropole	Effectifs au T1 2023	Évolution par rapport à 2022	Poids dans le département	Loire-Atlantique	France
Emploi salarié privé total	300 607	+ 2,9 %	63 %	+ 2,5 %	+ 1,9 %
Industrie	25 754	+ 1,1 %	35 %	+ 2,1 %	+ 1,1 %
Eau - énergie - déchets	6 332	+ 4,0 %	75 %	+ 3,2 %	+ 2,3 %
Construction	19 740	+ 1,2 %	47 %	+ 0,7 %	+ 0,4 %
Commerce	43 268	-0,1 %	57 %	+ 0,6 %	+ 0,7 %
Transport - logistique	23 334	+ 0,2 %	65 %	+ 0,7 %	+ 1,4 %
Hébergement, restauration	14 011	+ 5,8 %	59 %	+ 5,3 %	+ 5,0 %
Information, communication	33 597	+ 6,9 %	94 %	+ 6,9 %	+ 4,6 %
Finance, assurance, activités immobilières	22 991	+ 3,3 %	81 %	+ 2,7 %	+ 1,7 %
Activités spécialisées, scientifiques, techniques	35 282	+ 6,9 %	81 %	+ 5,9 %	+ 3,8 %
Services administratifs, de soutien	23 563	+ 2,4 %	73 %	+ 2,2 %	+ 2,3 %
Administration publique, enseignement	12 399	+ 3,6 %	76 %	+ 3,5 %	+ 1,7 %
Santé humaine et action sociale	26 743	+ 0,9 %	61 %	+ 1,0 %	+ 1,3 %
Arts, spectacles et activités récréatives	5 675	+ 5,9 %	69 %	+ 5,6 %	+ 5,2 %
Autres activités de services	7 918	+ 2,7 %	66 %	+ 2,1 %	+ 2,0 %

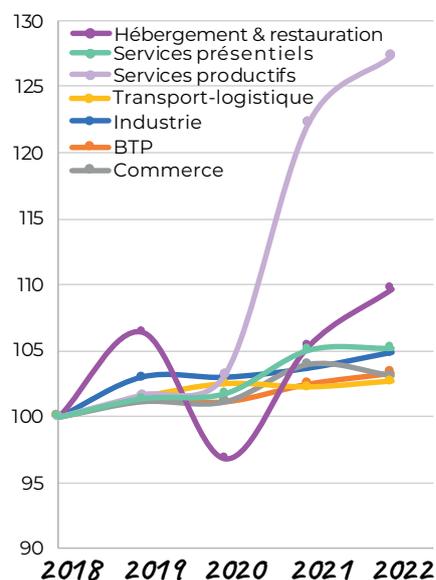
Source : Acooss Urssaf – Données brutes traitement Auran

📌 Des profils plus fragiles qui reprennent le chemin vers l'emploi sur la métropole nantaise

En mars 2023, près de 26 130 demandeurs d'emploi étaient inscrits en catégorie A⁸ à Pôle emploi dans la métropole nantaise. Un chiffre en baisse localement (-7 %), un peu plus fort qu'au national (-5,5 %). Si on compte les inscrits en activité réduite (catégories B et C), ce sont 53 800 personnes qui sont suivies par Pôle emploi, en diminution de 4,1 %. La moitié des inscrits est donc proche de l'emploi, en activité réduite, une part plus élevée qu'au national (45 %).

En Loire-Atlantique, les inscrits à Pôle emploi en catégories ABC diminuent de 6,8 % fin 2022 et 4,9 % au 1^{er} trimestre 2023. Tous les autres territoires connaissent des diminutions d'inscrits, plus fortes qu'au national mais sur un rythme qui décroît progressivement.

Évolution de l'emploi salarié privé sur 5 ans dans la métropole nantaise



7 Hors intérim, champ marchand hors agricole, incluant les effectifs en apprentissage à compter de cette publication

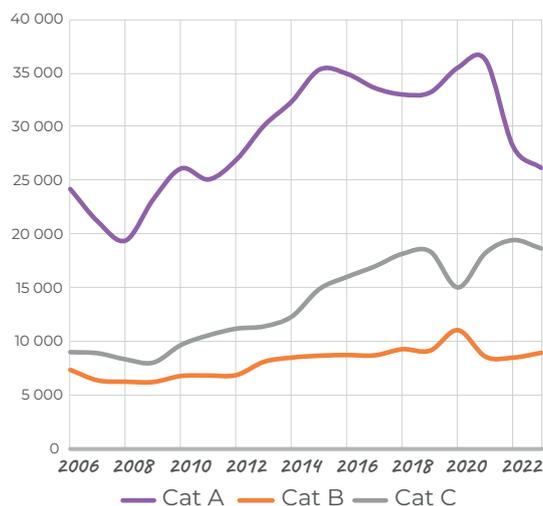
8 Catégorie A : personnes inscrites sans emploi, n'ayant exercé aucune activité en cours du mois et tenues de rechercher un emploi

Dans la métropole nantaise, les inscriptions en catégorie A poursuivent également leur diminution. La baisse concerne tous les publics, exceptés les jeunes (après plusieurs trimestres de baisse) comme au national. Les seniors et les demandeurs de longue durée, qui ont bénéficié d'actions renforcées en 2022 avec le « Plan de réduction des tensions de recrutement » connaissent à nouveau des améliorations marquées.

Profils des demandeurs d'emploi de catégorie A de la métropole nantaise

	Effectifs au TI 2023	Évolution annuelle	Évolution annuelle (eff)	Évolution en Loire-Atlantique
DEFM A	26 127	-7,0 %	-1 967	-7,6 %
moins de 26 ans	4 316	+ 2,6 %	+ 109	+ 1,1 %
entre 26 et 49 ans	16 159	-8,2 %	-1 441	-8,9 %
50 ans et plus	5 652	- 10,1 %	-635	-9,9 %
demandeurs de longue durée	8 585	-18,2 %	-1 909	-17,0 %
non DELD	17 542	-0,3 %	-58	-2,0 %
Allocataire RSA	7 551	-9,4 %	-781	-10,5 %
non allocataire RSA	18 576	-6,0 %	-1 186	-6,7 %
Indemnisés	15 351	+ 4,3 %	+ 631	+ 2,8 %
Non indemnisés	10 749	-19,5 %	-2 606	-20,6 %

Évolution du nombre d'inscrits à Pôle emploi à Nantes Métropole



Source : Pôle emploi – données brutes, traitement Auran

Catégorie A : demandeur d'emploi en fin de mois sans emploi, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois

Catégorie B : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (78h ou moins)

Catégorie C : DEFM sans emploi, ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (plus de 78h)

Les nouvelles inscriptions dans les dispositifs spécifiques (en Mission locale pour les jeunes, PLIE pour les publics adultes, Unités emploi pour les allocataires du RSA) faiblissent également depuis la fin de l'année 2022, mais les durées d'accompagnement s'allongent. En effet, selon les acteurs du service public de l'emploi, les personnes les plus facilement employables se sont déjà insérées, et celles qui sont désormais orientées dans les structures dédiées sont plus fragiles, avec des freins à la reprise d'emploi multiples et bien plus difficiles à lever que pour les demandeurs accompagnés il y a quelques mois. L'isolement social, la non maîtrise du français et les problématiques de santé, en particulier mentale sont évoqués comme beaucoup plus prégnantes, et ces personnes ont de grandes difficultés à se projeter dans des postures professionnelles, même pour des immersions très progressives en chantier d'insertion. Désormais, dans les dispositifs spécifiques, l'accompagnement prodigué par les travailleurs sociaux est nécessairement plus lourd, plus long (jusqu'à deux ans), et donc plus coûteux.

Une réforme à venir sur l'accompagnement vers l'emploi des allocataires du revenu de solidarité active

La Loire-Atlantique a été retenue par le ministère du Travail, aux côtés de 19 autres territoires, pour expérimenter courant 2023, un nouveau dispositif du revenu de solidarité active (RSA) dans le bassin d'emploi de l'agglomération de Saint-Nazaire. Cette expérimentation prévoit de renforcer la coordination entre l'État et le Département. L'expérimentation prévoit un accompagnement renforcé avec une approche globale pluridisciplinaire, une inscription et un suivi systématique par les services de Pôle emploi (alors que seuls 40 % des allocataires le sont actuellement) et une orientation plus rapide en moins d'un mois contre trois actuellement. L'ambition est aussi de mutualiser des outils informatiques entre Pôle emploi et les départements, pour permettre cette coordination. Cette expérimentation est envisagée comme une préfiguration au fonctionnement du futur réseau « France Travail » qui pourrait renforcer l'action de Pôle emploi comme entité coordinatrice. Le projet de loi « pour le plein-emploi » sur cette réforme a été adopté en juillet par le Sénat sera discuté à l'Assemblée nationale fin septembre. Partenaires sociaux et associations ont par ailleurs exprimé leurs craintes sur les risques de stigmatisation des allocataires du RSA et d'économies sur la politique sociale.

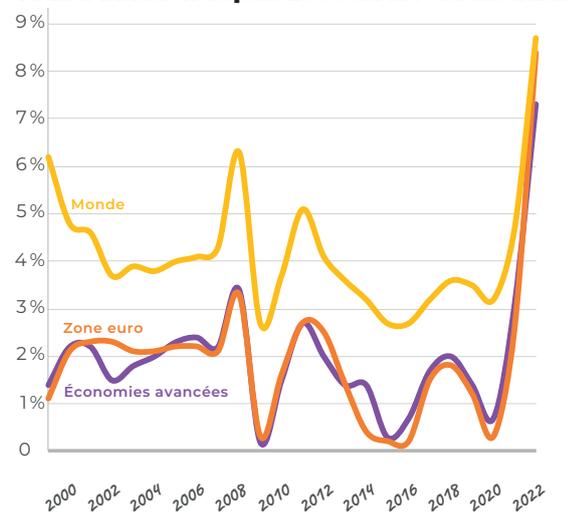
Une inflation encore élevée mais qui ralentit

Stabilisation de l'inflation à + 6 % à partir du second semestre 2022, et une décélération qui s'amorce à l'été 2023

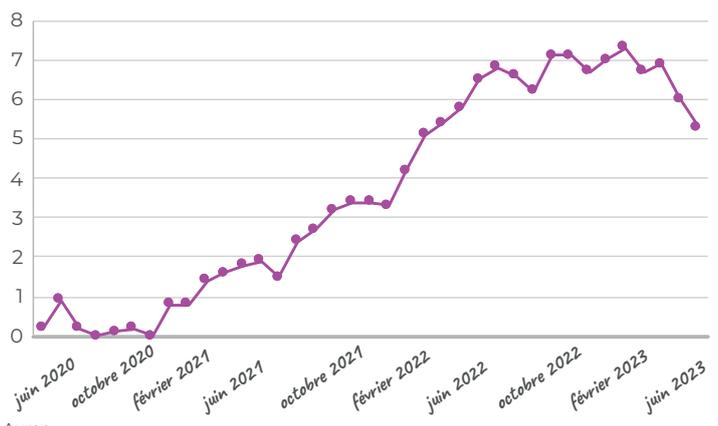


Depuis plus de trente ans, les économies avancées ont bénéficié d'une inflation contenue. Dans la zone euro, depuis la mise en place la monnaie unique, les prix augmentaient en moyenne de +1,9 % par an avant la crise de la Covid19. Cependant, les effets de la pandémie ont conduit à une première surchauffe des prix à l'été 2021, qui s'est fortement aggravée au printemps 2022 avec le conflit en Ukraine en provoquant une crise mondiale de l'énergie. Au niveau mondial, l'inflation grimpe brusquement à + 8,7 % en 2022 selon le Fond Monétaire International (après + 4,7 % en 2021).

Taux d'inflation depuis 2000 au niveau mondial



Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé en France, en glissement annuel



Source : Fond Monétaire International, moyenne annuelle, traitement Auran

Dans la zone euro, la hausse des prix s'établit à 8,4 % sur l'année 2022, bien loin du taux cible de 2 % que préconise la Banque Centrale Européenne afin de garantir la stabilité financière. Parmi les 19 pays de la zone euro, la France subit un choc d'une moindre ampleur, à couvert de son mix énergétique à forte part de nucléaire domestique. En France, à compter du second semestre 2022, l'inflation se maintient sur un plateau de + 6 % et mais amorce un ralentissement en juin (IPCH⁹ + 5,6 %). Depuis janvier 2021, l'indice des prix a progressé globalement de 12 %. D'abord cantonnée aux prix de l'énergie, l'inflation s'est progressivement généralisée dans l'ensemble de l'économie. Depuis septembre 2022, sa composante principale est désormais l'alimentation, en forte hausse de 14 % sur un an, tandis que les prix de l'énergie se sont stabilisés. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) progresse également, plus modérément.

Précarité alimentaire et baisse de la consommation des ménages

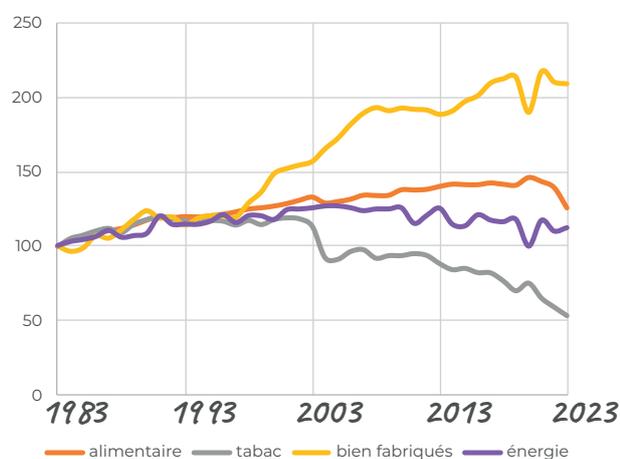
L'inflation ainsi que les mesures de la BCE pour la contrer viennent souffler un vent de ralentissement sur l'activité économique. La croissance économique est quasi-nulle (+ 0,2 %) au 1^{er} trimestre 2023, après un 4^{ème} trimestre 2022 déjà bien ralenti. En mai 2023, la consommation des ménages en biens est en baisse de 3,6 % par rapport à mai 2022. Une baisse de la demande qui vient s'inviter ou accentuer des difficultés déjà présentes dans le commerce sur certains segments (habillement, alimentation spécialisée ou biologique).

9 L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. IPCH : indice des prix à la consommation harmonisé, utilisé pour les comparaisons entre membres de l'Union européenne, pour le suivi des critères de convergence budgétaire et de la politique monétaire de la BCE. Il diffère de l'IPC sur la prise en compte le prix net des dépenses de santé (hors coût sécurité sociale) dans son calcul. A noter que cela engendre une pondération plus haute sur les autres postes, tels que l'énergie et l'alimentation.

Selon l'Insee, le niveau de confiance des ménages français a fortement chuté au printemps 2022 et s'est établi encore à un niveau très dégradé proche de celui de la crise de 2008, malgré une timide amélioration en mai et juin. Menace de la guerre en Europe, préoccupations climatiques, tensions sur l'eau et l'énergie avaient marqué le second semestre 2022 et l'inflation généralisée frappe durement le budget des ménages vulnérables. L'Insee précise que 68 % des ménages français déclarent avoir changé leurs habitudes de consommation au cours de l'année 2022 à cause de l'inflation¹⁰ et plus précisément 20 % les ont profondément modifiés. Sur Nantes Métropole, cela représenterait environ 64 000 ménages. Plus le revenu du ménage est faible et plus les habitudes de consommation ont été bouleversées, avec trois fois plus de ménages modestes que de ménages aisés concernés. Les jeunes et les familles sont surreprésentés.

Pour toutes les catégories de ménages, les efforts se sont portés sur les postes à forte inflation, avec une baisse déclarée de 14 % de la consommation d'énergie du logement, qui ne compense toutefois pas l'augmentation moyenne des prix (+ 19 % sur l'année).

Dépenses de consommation des ménages français en biens (base 100 mai 1983)



Variation de prix sur 12 mois en %	juin 2022	mai 2023	juin 2023 (p)
Indices des prix (IPCH)	6,5	6	5,3
Alimentation	5,8	14,3	13,6
- Produits frais	6,6	10,7	11,1
- Autre alimentation	5,7	14,9	14
Tabac	-0,1	9,8	9,8
Énergie	33	2	-3
Produits manufacturés	2,5	4,1	4,3
Services	3,3	3	2,9

(p) données provisoires

IPCH : indice des prix à la consommation harmonisé, utilisé pour les comparaisons entre membres de l'Union européenne et pour le suivi de la politique monétaire de la BCE.

Source : Insee – indices des prix à la consommation en France

Source : Insee - dépenses de consommation des ménages en biens, en volume à prix chaînés, traitement Auran.
Note : ce champ représente la moitié de la consommation des ménages

L'Insee constate également une diminution de 9 % des achats alimentaires alors que les prix grimpent de 14 % sur un an. Sur ce poste, ce sont également les ménages modestes, les familles et les jeunes qui engagent le plus d'économies, en diminuant les quantités consommées (40 % des ménages concernés) mais aussi en changeant de gamme de produit et/ou d'enseigne (25 %). 20 % des ménages concernés font les trois à la fois. Une étude du Crédoc¹¹ confirme également que la précarité alimentaire progresse en France. 16 % des personnes interrogées déclarent de pas manger en quantité suffisante (9 % en 2016), et cumulent souvent d'autres fragilités (problème de santé, mal logement, isolement). On retrouve parmi elles davantage de femmes, les plus jeunes, les demandeurs d'emploi, et, d'une façon générale, les faibles revenus.

10 % des ménages de Loire-Atlantique et 12 % (35 400 ménages) sur la métropole nantaise vivent sous le taux de pauvreté en 2020 (une part qui reste stable depuis 2014) et sont donc particulièrement exposés dans ce contexte d'inflation. Cette vulnérabilité est accrue pour les ménages vivant dans les quartiers politique de la ville, à Nantes, Saint-Herblain, Rezé et Orvault au sein de la métropole nantaise, où le taux de pauvreté grimpe à 35,4 % selon le Compas¹².

¹⁰ Insee – « La croissance résiste, l'inflation aussi » (mars 2023)

¹¹ Credoc – « En forte hausse, la précarité alimentaire s'ajoute à d'autres fragilités » (mai 2023)

¹² Compas - Sonar- Territoires prioritaires de Nantes Métropole (janvier 2023)

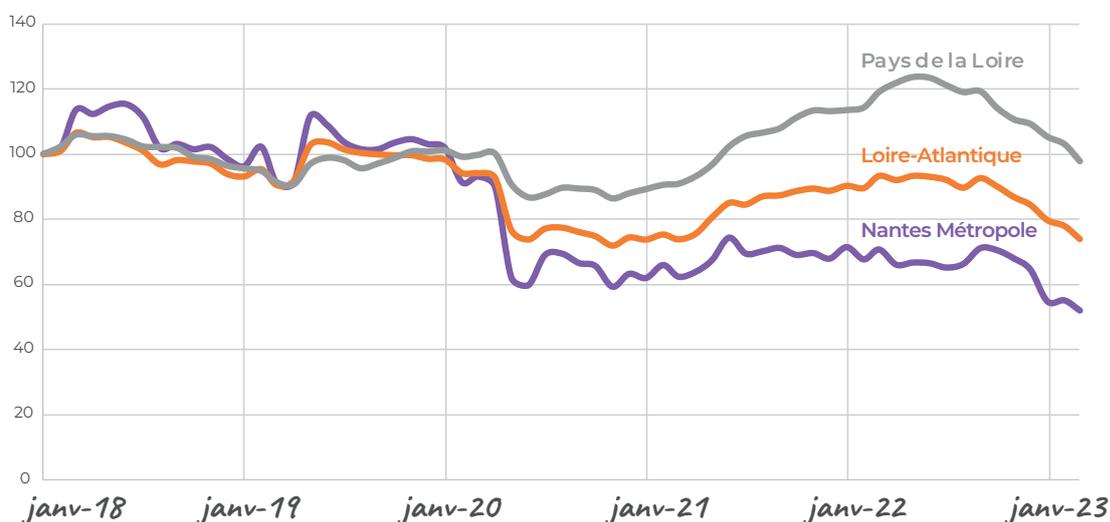


La hausse des taux percute un marché immobilier nantais déjà en forte tension

En août 2023, la Banque centrale européenne a relevé à nouveau ses taux directeurs, du fait d'une inflation encore trop élevée dans la zone euro malgré les précédents resserrements. Depuis juillet 2022, elle a en effet relevé ses taux à neuf reprises, passant son taux de refinancement de 0 % à 4,25 % actuellement. Cette politique monétaire plus restrictive vise à stabiliser les prix en modérant la demande des ménages et des entreprises, ce qui va entraîner mécaniquement un ralentissement de l'activité économique.

Sur le marché de l'immobilier, une diminution brutale des capacités d'emprunts des ménages, candidats à l'acquisition, s'est engagée depuis l'automne 2022 alors que le marché local faisait déjà face à plusieurs points de tension. Il se caractérise par une forte demande liée à une démographie soutenue (+ 8 860 habitants supplémentaires par an entre 2014 et 2020 dans la métropole nantaise) alors que la production de logements avait ralenti ces dernières années (- 45 % de logements autorisés sur Nantes Métropole en 2022 par rapport à 2017 contre + 5 % en Pays de la Loire). Depuis le resserrement monétaire, les autorisations de logements marquent le pas dans tous les territoires.

Logements autorisés créés (base 100 janvier 2018)



Source : Sitadel (base nationale en open data) données provisoires – traitement Auran

Avec la hausse rapide des taux, les acquéreurs connaissent une forte diminution de leur capacité d'achat, et sont donc contraints d'y renoncer ou attendent une baisse des valeurs qui ne s'engage qu'à partir de 2023 dans la métropole nantaise. Une situation d'autant plus inconfortable pour les acteurs de l'immobilier, qui se retrouvent avec un stock d'offre neuve qui trouve désormais difficilement preneur, alors même qu'ils ont eu des difficultés à maîtriser les coûts de sortie des opérations de ces deux dernières années. En effet, la construction neuve et la rénovation ont fait face à une forte demande post-covid conjuguée à des difficultés d'approvisionnement qui a fait fortement augmenter les prix des matériaux. Mais désormais, selon la Banque de France, les devis sont stables en Pays de la Loire, pour la première fois après deux ans de fortes hausses, soit les effets attendus du resserrement des conditions de crédits. Une baisse des prix de l'immobilier s'est amorcée sur le premier semestre 2023 mais il est trop tôt encore pour évaluer son ampleur pour que la demande et l'offre s'équilibrent.

Le ralentissement de l'activité dans le secteur du bâtiment est donc déjà perceptible depuis plusieurs mois. Selon les enquêtes de l'Insee et de la Banque de France, les entrepreneurs du secteur sont, depuis le début de l'année, de plus en plus inquiets sur leur activité à venir. Le revirement brutal des projets de recrutement dans la construction en est aussi le symptôme. Une baisse du nombre d'emploi est donc probable dans les prochains mois dans les secteurs de la construction et des activités immobilières qui représentent 8 % de l'emploi salarié privé métropolitain (22 600 emplois sur la métropole nantaise) et 10 % en Loire-Atlantique.

CONCLUSIONS & ENJEUX

Le premier semestre 2023 s'est achevé en soufflant le chaud et le froid. D'une part, l'économie nantaise bénéficie encore, et un peu plus qu'au national, d'une poursuite de la décrue du chômage et de progressions d'emplois malgré des difficultés de recrutements très importantes localement. D'autre part, un ralentissement de l'activité s'installe avec la politique monétaire européenne plus restrictive qui freine la consommation des ménages et l'investissement privé et public. Pour autant, la croissance du PIB résiste au 2^{ème} trimestre 2023 grâce au commerce extérieur. Par ailleurs, les incitations à la transition écologique vont en partie soutenir l'investissement localement. Le ministre de l'industrie a annoncé fin juillet le soutien au port de Nantes Saint-Nazaire, lauréat de l'appel à projet des zones d'activité bas-carbone, qui va bénéficier de 4,1 millions d'euros d'aides publiques pour la décarbonation de son activité. Par ailleurs, le contrat record annoncé en juin au Salon du Bourget pour Airbus annonce une activité très soutenue dans les prochains mois dans l'industrie aéronautique, qui aura également des effets d'entraînement locaux.

Dans le service public de l'emploi, on perçoit le retour à un chômage plus structurel, car les inscriptions mais surtout l'insertion des demandeurs se sont ralenties. En effet, les personnes suivies présentent des freins à l'emploi plus nombreux et s'engagent donc dans des parcours vers l'emploi plus longs et plus difficiles. Par ailleurs, l'inflation est encore à un niveau élevé, et si les prix de l'énergie sont désormais stabilisés, ceux de l'alimentation ont fortement progressé, renforçant la précarité alimentaire des plus vulnérables. Pour revenir à sa cible d'une inflation de moyen terme à 2 %, la Banque Centrale Européenne a fortement relevé ses taux directeurs à plusieurs reprises ces derniers mois, ce qui a fait dévisser les marchés immobiliers. Une difficulté supplémentaire pour les territoires moteurs comme la métropole nantaise, qui fait face à des besoins toujours élevés en logements mais dont une partie croissante de la demande peine à financer ses projets immobiliers. Cette situation fait grandir les inquiétudes des acteurs de l'immobilier et de la construction sur leur activité des prochains mois.

Cette synthèse propose une lecture en avant-poste de quelques signaux d'actualité, qui restent des éclairages à court terme, sans perdre de vue que ces indicateurs ne peuvent rendre compte des transitions dans lesquelles s'engage l'économie du territoire. Car nos territoires vivent une période charnière qui interroge les modes et l'organisation du développement économique local. Celui de demain aura des effets sur les équilibres territoriaux et le tissu social auquel il faudra prêter attention dans de prochaines analyses. Par ailleurs, les indicateurs de conjoncture sectoriels ne permettent pas d'apprécier les transformations plus qualitatives de l'emploi et les effets locaux des réformes du marché du travail. Les prochains travaux s'attacheront à en décrypter les signaux aux côtés des indicateurs de mesure habituellement mobilisés.

Un observatoire copiloté avec Nantes Métropole, avec la participation de :

Région des Pays de la Loire, Conseil Départemental de Loire-Atlantique, CARIF OREF, URSSAF des Pays de la Loire, Pôle emploi des Pays de la Loire, INSEE des Pays de la Loire, Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes – Saint-Nazaire, Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, Chambre Régionale des Métiers de l'Artisanat des Pays de la Loire, Nantes – Saint-Nazaire Développement, Rectorat de Nantes, Gretha, Université de Nantes, Banque de France des Pays de la Loire, Tribunal de commerce de Nantes, ATDEC, Plan Local de l'Insertion et de l'Emploi de la métropole Nantaise, Maison de l'emploi de la métropole nantaise, Mission locale Nantes Métropole

Retrouvez cette publication et sa méthodologie sur le site internet de l'Auran : auran.org/publications

Credoc - « En forte hausse, la précarité alimentaire s'ajoute à d'autres fragilités » (mai 2023)

Eurofound - « Recovery from COVID-19: The changing structure of employment in the EU » (octobre 2022), Publications Office of the European Union.

Pôle emploi - « Offres pourvues et abandons de recrutement en 2022 » (avril 2023)

France Stratégie - « Comment expliquer les difficultés de recrutement anticipées par les entreprises ? » (juin 2022)

Insee - « La croissance résiste, l'inflation aussi », Note de conjoncture (mars 2023)

Insee - « L'emploi des jeunes continue d'augmenter fortement, le chômage recule de nouveau » Insee Première - n° 1941 (mars 2023)

Dossier piloté par Mathilde Loget (Cheffe de projet) avec l'appui de l'équipe de l'Auran